

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 20/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCHILLIGER BOIS SAS**

route du Port Rhenan  
68600 Volgelsheim

Références : 0006702667\_2024\_21\_02\_Schilliger\_VIIC  
Code AIOT : 0006702667

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2024 dans l'établissement SCHILLIGER BOIS SAS implanté route du Port Rhenan 68600 Volgelsheim. L'inspection a été annoncée le 15/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCHILLIGER BOIS SAS
- route du Port Rhenan 68600 Volgelsheim
- Code AIOT : 0006702667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Schilliger Bois SAS exploite d'importantes chaînes de seconde transformation comme le séchage et le rabotage des bois, la production de bois abouté, de lamellé-collé, de panneaux multiplis de construction, de panneaux en fibres de bois ainsi que le traitement auto clave et trempage .

### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention
- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
2	Adéquation des volumes de confinement au besoin	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 9.2.4	Sans objet
3	Procédure d'isolement du réseau	Arrêté Ministériel du 02/07/2014, article 25	Sans objet
4	Mise en œuvre du confinement	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 9.2 alinéa d	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé aux prescriptions relatives à la gestion de la rétention des eaux d'incendie qui ont été contrôlées dans le cadre de cette visite d'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant tient à jour les documents suivants [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>-le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation [...]</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Lors du contrôle sur site l'exploitant a présenté d'une part un plan du réseau de collecte des eaux du site, à l'échelle 1/1000 en date du 30 juillet 2009 et d'autre part un schéma de principe sur lequel figurent les installations de confinement et le système de traitement des eaux. Ce dernier est rédigé en allemand.  Le plan des réseaux ne fait apparaître que le réseau de collecte, de nombreux éléments ne figurent pas : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dispositifs de déclenchement ou d'obturation</li> <li>- Séparateurs hydrocarbures</li> <li>- Décanteurs deshuileurs</li> <li>- Filtre coalesceur</li> <li>- Pompes de relevage</li> <li>- Bassin collecteur</li> </ul> Par mail du 15 mars 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, comprenant l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation. La partie en allemand a été traduite en français.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

## N° 2 : Adéquation des volumes de confinement au besoin

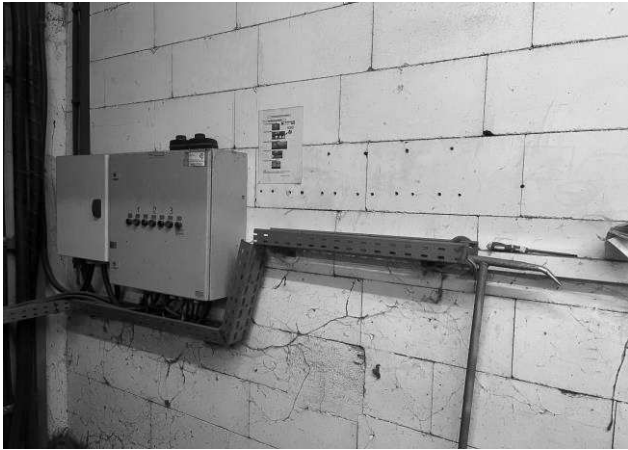
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 9.2.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Retentions des eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les installations sont équipées pour assurer la rétention des eaux d'un incendie : <ul style="list-style-type: none"><li>• Bassin d'orage de 800 m<sup>3</sup> ,</li><li>• réseau de collecte des eaux pluviales d'environ 600 m<sup>3</sup>,</li><li>• rétention des pentes formées par les pentes naturelles des zones imperméabilisées.</li></ul> (...) »,
<b>Constats :</b> L'ensemble du site est une zone étanche, muni de 175 grilles avaloir permettant de capter par gravité l'ensemble des eaux de ruissellements et d'incendie dans un réseau enterré. En fonctionnement normal, les eaux sont collectées par ce réseau souterrain puis acheminées vers le bassin principal de rétention, (enterré lui aussi). 3 circuits identiques munis de pompes de relevage, débourbeurs, séparateur hydrocarbure, coalesceur, et débouchent enfin vers le milieu naturel (canal).  Selon les éléments fournis par l'exploitant le volume total de ce système est de 1324 m <sup>3</sup> (étude SOCOTEC de mars 2011)  En cas d'incident, les pompes de relevage sont coupées, et 3 vannes manuelles permettent d'isoler la sortie du bassin de rétention vers le milieu naturel.  Afin de garantir un volume de confinement suffisant, le bâtiment "Raboterie" est équipé de batardeaux mobiles, ce bassin supplémentaire est relié par une canalisation au bassin principal, munie également d'une vanne.  Le bâtiment occupe une surface de 12 000 m <sup>2</sup> , avec des batardeaux mobiles d'une hauteur de 25 cm, cela génère une rétention supplémentaire de 3000m <sup>3</sup> .  L'exploitant possède donc un volume de rétention total disponible de 3324 m <sup>3</sup> ce qui est supérieur aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Mise en place des batardeaux sur le bâtiment raboterie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Procédure d'isolement du réseau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 02/09/2014, article 25
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Procédure d'isolement du réseau
<b>Prescription contrôlée :</b> «Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour [...] Ces consignes indiquent notamment : les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte .»
<b>Constats :</b> L'exploitant présente la procédure à appliquer en cas d'incendie, dont le but est de confiner les eaux d'extinction. La procédure est étudiée en formation par le personnel, elle est affichée à proximité des organes à manœuvrer et des outils à manipuler.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

### N° 4 : Mise en œuvre du confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 9.2.4 Alinéa 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Mise en œuvre du confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare disposer d'une astreinte 24h/24h et 7/7 jours. Ils ont pour conditions d'intervenir sur le site en moins de 30mn (donc ils habitent proches de la scierie).  L'astreinte est prévue de semaine en semaine. Il y a un téléphone portable d'astreinte qui est transmis le lundi matin à la personne suivante.  Les organes de commandes sont présentés par l'exploitant:  - les commandes des pompes sont dans le bâtiment à proximité des installations de confinement, la fiche réflexe est affichée au mur.    - les commandes manuelles de fermeture des vannes d'isolement du bassin et la vanne de by-pass entre le bassin principal et la zone de rétention constitué par le bâtiment Raboterie sont au sol à l'extérieur.

L'outil de manipulation des vannes est situé dans le bâtiment, à proximité du tableau des pompes de relevage, de plus, les 4 vannes à manoeuvrer sont identiques, trois sont à ouvrir, la quatrième est à fermer. Ces points nécessitent une action de l'exploitant pour d'une part déplacer l'outillage dans un endroit plus accessible, et d'autre part afin d'identifier ces éléments de sécurité.

Par mail du 13 mars 2024, l'exploitant justifie de la mise en place de modifications mises en place à la suite de la visite d'inspection.

- Mise en place de l'outillage de manipulation des vannes à proximité de celles-ci :



- Identification des 4 vannes



- Identification de la zone "ne pas stationner"



**Type de suites proposées :** Sans suite